



HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°74-2026-298

PUBLIÉ LE 8 JUILLET 2026

Sommaire

74_Préf_Präfecture de Haute-Savoie / Cabinet

74-2026-07-08-00002 - Arrêté n°PREF-CAB-BPA-2026-468 portant interdiction temporaire de port et de transport sans motif légitime d'armes et d'objets pouvant constituer une arme dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18, 19 et 20 juillet 2026 à l'occasion de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14 juillet 2026?? (4 pages)

Page 3

74-2026-07-06-00014 - Arrêté N° PREF-CAB-BSI-2026-213 réglementant temporairement l'achat, la vente, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs ainsi que la vente au détail et le transport en récipients de carburants ou tous produits inflammables ou corrosifs dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18 et 19 juillet 2026 à l'occasion de la 23^e édition de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14 juillet 2026 (6 pages)

Page 8

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2026-07-08-00002

Arrêté n°PREF-CAB-BPA-2026-468 portant interdiction temporaire de port et de transport sans motif légitime d'armes et d'objets pouvant constituer une arme dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18, 19 et 20 juillet 2026 à l'occasion de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14 juillet 2026

La préfète de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 8 juillet 2026

Arrêté n°PREF-CAB-BPA-2026-468

portant interdiction temporaire de port et de transport sans motif légitime d'armes et d'objets pouvant constituer une arme dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18, 19 et 20 juillet 2026 à l'occasion de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14 juillet 2026

VU le code pénal, et notamment ses articles L.132-75 et R.644-5 ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 311-2 et suivants L.312-1 et suivants et L.315-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 11 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU la posture VIGIPIRATE « Hiver-Printemps 2026 » active depuis le 5 janvier 2026 qui maintient l'ensemble du territoire au niveau « urgence attentat » ;

VU les risques de troubles à l'ordre public lors des matchs de la coupe du monde de football dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Argonay, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cruseilles, Cranves Sales, Epagny-Metz-Tessy, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Passy, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public ; qu'il appartient en outre à

Rue du 30ème régiment d'infanterie
BP 2332 - 74034 Annecy cedex
04 50 33 60 00
www.haute-savoie.gouv.fr



l'autorité administrative de prendre les mesures de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ; qu'en application de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales, la préfète est compétente pour prendre les mesures applicables sur le territoire de plusieurs communes ;

CONSIDÉRANT que la posture du plan VIGIPIRATE est au niveau maximal « Urgence attentat » ;

CONSIDÉRANT que le niveau très élevé de la menace terroriste qui continue de peser sur le pays, et l'accroissement des tensions au plan international exigent le maintien d'une extrême vigilance notamment vis-à-vis des manifestations sportives et festives ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il appartient à l'autorité préfectorale de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées afin de prévenir les risques d'atteinte à l'ordre public, à la sécurité des personnes et des biens et d'assurer le bon déroulement de ces manifestations ;

CONSIDÉRANT que les matchs de football sont devenus régulièrement l'occasion pour des individus de procéder à des destructions de mobiliers urbains, de véhicules, à des dégradations diverses, à des actes de vandalisme, à des rixes, à des provocations et à des violences entre groupes rivaux ou vis-à-vis des forces de l'ordre ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'en marge de la ligue des champions en 2025, des rassemblements spontanés de personnes ont eu lieu dans le département, qu'à Annemasse notamment des dégradations de mobilier urbain ont été commises en centre-ville, des panneaux de circulation ont été arrachés, des feux de containers ont eu lieu et des individus s'en sont pris aux forces de l'ordre ; qu'en janvier 2026, en marge des matchs de la Coupe d'Afrique des Nations, des rassemblements spontanés de personnes se sont produits sur la voie publique et ont généré des débordements constituant des troubles à l'ordre public, notamment dans les communes d'Annemasse, Cluses et Scionzier ; que de tels faits ont également pu être observés à l'issue de la finale de la ligue des champions, le 30 mai 2026, notamment à Thonon-les-Bains, Annecy, Annemasse, ou encore à Cluses où des dégradations et des incendies volontaires ont eu lieu ;

CONSIDÉRANT en outre que, le 27 juin 2026, une rixe opposant de nombreux individus porteurs de marteaux et de bombes lacrymogène faisait une victime lacérée au visage, que le lendemain dans le quartier de la Sigem à Gaillard en plein après-midi, 7 à 8 coups de feu étaient tirés par des individus cagoules circulant à bord d'une voiture ; qu'une kalachnikov avec un chargeur engagé à 20 cartouches était ultérieurement découverte lors de la fouille d'un autre véhicule ; que, le 29 juin 2026, un mineur était interpellé pour port d'une arme de catégorie B prête à être utilisée ; que, le 4 juillet 2026, suite aux rencontres entre le Canada et le Maroc et entre la France et le Paraguay, lors des huitièmes de finale de la coupe du monde de football, dans la commune de Thonon-les-Bains, des agents de la police municipale ont été visés par des tirs de mortier et de nombreux rodéos de véhicules ont été constatés, avec notamment 15 véhicules verbalisés pour comportements dangereux ; que sur la commune d'Annecy, environ 200 personnes se sont réunies dans le secteur de la gare, que certaines ont tiré au mortier d'artifice et que 14 véhicules ont été incendiés ; que sur la commune d'Annemasse à l'issue de la victoire du Maroc, environ 500 supporters se sont réunis à pied et en véhicules sur la place de l'Étoile, saturant la circulation, qu'une quinzaine de motos a effectué des rodéos urbains, que des mortiers d'artifices ont été tirés, dont certains ont visé directement les forces de l'ordre à proximité, et qu'un supporter s'est vu arracher plusieurs de ses doigts suite à l'utilisation d'un mortier d'artifice ; qu'un supporter marocain portant un drapeau de son équipe s'est fait agresser par un groupe de personnes portant des maillots algériens ; que des événements particulièrement inquiétants survenus ces dernières semaines sur la commune d'Annemasse laissent présager d'éventuels

débordements avec des risques d'affrontement entre bandes rivales lors du quart de finale de la coupe du monde de football le 9 juillet 2026 ;

CONSIDÉRANT que les troubles à l'ordre public constatés en marge de ces matchs de football sont susceptibles de se reproduire lors des prochains matchs de la coupe du monde de football 2026 ; que dès lors qu'il convient de prévenir leur réitération ;

CONSIDÉRANT que, le jeudi 9 juillet 2026, se rencontreront les équipes de la France et du Maroc dans le cadre des quarts de finale de la Coupe du monde de football ; que, le mardi 14 et le mercredi 15 juillet 2026, se dérouleront les demi-finales de la Coupe du monde de football ; qu'à cela s'ajoutent les festivités de la Fête Nationale les 13 et 14 juillet 2026 ; que, le samedi 18 juillet 2026, aura lieu le match pour la 3^e place de la coupe du monde de football ; que, le dimanche 19 juillet 2026, sera organisée la finale de la coupe du monde de football ;

CONSIDÉRANT que les festivités et manifestations organisées à l'occasion de la Coupe du monde de football 2026 ainsi que les festivités de la Fête Nationale sont susceptibles de donner lieu à d'importants rassemblements de personnes sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public et que ces rassemblements peuvent constituer une cible privilégiée pour des attaques terroristes ;

CONSIDÉRANT que des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique, et notamment dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les forces de sécurité intérieure sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan VIGIPIRATE ; qu'elles seront notamment mobilisées pour assurer la sécurité des divers événements sportifs, festifs et culturels du département tels les festivités de la Fête Nationale, les Musical' été à Annemasse, le 17^e trail du Tour des Fiz à Passy, les Harley Days à Morzine, le trail des Gets, la Swiss Orienteering Week à Châtel, les Nocturnes de Thonon-les-Bains et la Coupe du Monde d'escalade à Chamonix-Mont-Blanc, ce qui implique des délais de route significatifs en cas de nécessité d'intervention urgente ou en renfort dans un autre point du département ; que les secours et services hospitaliers sont également mobilisés pour assurer la sécurité des biens et des personnes en cette période de canicule ; qu'au regard de l'ensemble de ces circonstances locales, les mesures préventives à des actes de violence, à des troubles à la sécurité et à l'ordre et publics sont donc nécessaires ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il existe un risque élevé de troubles graves à l'ordre public dans les secteurs concernés par des rassemblements ; que, dans ces circonstances, l'interdiction du port et du transport sans motif légitime d'armes et d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal est de nature à prévenir les troubles graves à l'ordre public et la commission d'infractions pénales ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

Sur proposition de Madame la directrice de Cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – sont interdits le port et le transport d'armes et d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du Code pénal dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vetraz-Monthoux et Ville-la-Grand :

- du jeudi 9 juillet à compter de 16h00 jusqu'au vendredi 10 juillet à 06h00 ;
- du lundi 13 juillet à compter de 12h00 jusqu'au jeudi 16 juillet à 06h00 ;
- du samedi 18 juillet à compter de 12h00 jusqu'au lundi 20 juillet à 06h00.

ARTICLE 2 – Ne sont pas soumises à cette interdiction les personnes habilitées dans l'exercice de leurs missions, les tireurs sportifs se rendant dans un stand de tir homologué par la fédération française de tir, de ball-trap ou de biathlon ainsi que les chasseurs allant régler leurs armes dans un stand de tir.

ARTICLE 3 – Toute infraction au présent arrêté est punie d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en application de l'article 431-10 du code pénal.

ARTICLE 4 – Madame la directrice de cabinet, Monsieur le directeur interdépartemental de la police nationale de Haute-Savoie, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'Annecy, de Bonneville et de Thonon-les-Bains ainsi qu'aux maires des communes concernées pour affichage en mairie.

Pour la préfète,
la sous-préfète, chargée de mission

Signé

Hayat SLIMANI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Haute-Savoie, ou hiérarchique auprès de monsieur le ministre de l'Intérieur);
- d'un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Grenoble. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du second mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du second mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) Le recours devant la juridiction administrative peut être formé par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie

74-2026-07-06-00014

Arrêté N° PREF-CAB-BSI-2026-213 réglementant temporairement l'achat, la vente, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs ainsi que la vente au détail et le transport en récipients de carburants ou tous produits inflammables ou corrosifs dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18 et 19 juillet 2026 à l'occasion de la 23^e édition de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14 juillet 2026

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le lundi 6 juillet 2026

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté N° PREF-CAB-BSI-2026-213
réglementant temporairement l'achat, la vente, le transport
et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et
précurseurs d'explosifs ainsi que la vente au détail et le transport en récipients de carburants ou
tous produits inflammables ou corrosifs dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse,
Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard,
Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, la Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle,
Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez,
Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand, les 9, 14, 15, 18 et 19 juillet 2026
à l'occasion de la 23^e édition de la coupe du monde de football 2026 et des festivités des 13 et 14
juillet 2026

- VU** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;
- VU** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;
- VU** le code pénal, et notamment ses articles L.222-14-1, L.222-15-1, L.322-5 à 322-11-1, R.610-5 et R.644-5 ;
- VU** le code de la défense, et notamment ses articles L. 2352-1 et suivants et R. 2353-14 et suivants, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 557-1 et suivants et R. 557-6-1 et R.557-6-3 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2215-1 et L.2542-2 et suivants ;
- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants et L. 3136-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article L. 131-4 et suivants ;
- VU** le règlement (UE) 2019/1148 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

- VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- VU** le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatifs aux produits et équipements à risque ;
- VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles de pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs et pris en application des articles du chapitre VII du titre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;
- VU** la posture VIGIPRATE «Hiver-Printemps 2026 » active depuis le 5 janvier 2026 qui maintient l'ensemble du territoire au niveau « urgence attentat » ;
- VU** les risques de troubles à l'ordre public lors des matchs de coupe du monde de football dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Argonay, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cruseilles, Cranves Sales, Epagny-Metz-Tessy, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Passy, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thonon-les-Bains, Vetraz-Monthoux et Ville-la-Grand ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public ; qu'il appartient en outre à l'autorité administrative de prendre les mesures de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ; qu'en application de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures applicables sur le territoire de plusieurs communes ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité préfectorale de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées afin de prévenir les risques d'atteinte à l'ordre public, à la sécurité des personnes et des biens et d'assurer le bon déroulement de ces manifestations ;

Considérant que les festivités et manifestations organisées à l'occasion de la Coupe du monde de football 2026 et de la Fête Nationale le 14 juillet sont susceptibles de donner lieu à d'importants rassemblements de personnes sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public ;

Considérant que le jeudi 9 juillet 2026 se rencontreront les équipes de la France et du Maroc dans le cadre des quarts de finale de la Coupe du monde de football, que les mardi 14 et mercredi 15 juillet 2026 se dérouleront les demi-finales, qu'à cela s'ajoutent les festivités de la Fête Nationale les 13 et 14 juillet, le samedi 18 juillet 2026, le match pour la 3^e place et le dimanche 19 juillet 2026, la finale; qu'à ces occasions des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique, et notamment dans les communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vetraz-

Monthoux et Ville-la-Grand ; que ces rassemblements de personnes sont susceptibles de générer des débordements constituant des troubles à l'ordre public ;

Considérant que le contexte national de menace terroriste impose le maintien d'un niveau élevé de vigilance à l'occasion des événements réunissant un grand nombre de personnes, lesquels sont susceptibles de constituer des cibles pour des actes malveillants ;

Considérant que ces rassemblements peuvent être à l'origine de troubles à l'ordre public, notamment en raison de mouvements de foule, d'occupations non autorisées du domaine public, de rassemblements spontanés, de rodéos motorisés, de l'usage d'engins pyrotechniques, de nuisances sonores, d'atteintes à la tranquillité publique, de dégradations de biens publics ou privés ainsi que d'atteintes à la sécurité des personnes ;

Considérant le risque d'une recrudescence de l'utilisation par des individus isolés ou en réunion d'artifices de divertissement et le risque d'incendies qui pourraient être provoqués contre des biens, en particulier des véhicules et des biens publics ;

Considérant que la posture du plan VIGIPIRATE est au niveau maximal « Urgence attentat » ;

Considérant que traditionnellement lors des fêtes, des rassemblements de personnes ont lieu sur la voie publique, et que cet événement peut constituer une cible privilégiée pour des attaques terroristes ;

Considérant le niveau très élevé de la menace terroriste qui continue de peser sur le pays, et l'accroissement des tensions au plan international exigent le maintien d'une extrême vigilance notamment vis-à-vis des manifestations festives ;

Considérant que les rencontres de Coupe du monde de football donnent régulièrement lieu à des rassemblements susceptibles de générer des troubles à l'ordre public ; que ces événements sont parfois l'occasion pour certains individus de commettre des dégradations de mobilier urbain et de véhicules, des actes de vandalisme, des violences, des rixes ou des provocations, notamment à l'encontre des forces de l'ordre ; que de tels agissements ont notamment été constatés à l'issue de la finale de la Ligue des champions de l'UEFA le 30 mai dernier, à Thonon-les-Bains, Annecy, Annemasse et Cluses, où des dégradations et des incendies volontaires ont été relevés ; que des événements particulièrement inquiétants survenus ces dernières semaines sur la commune d'Annemasse laissant présager d'éventuels débordements avec des risques d'affrontement entre bandes rivales lors du quart de finale de la coupe du monde de football le 09 juillet 2026 ; que le 27 juin dernier une rixe opposant de nombreux individus porteurs de marteaux et de bombes lacrymogène faisait une victime lacérée au visage, que le lendemain dans le quartier de la Sigem à Gaillard en plein après-midi, 7 à 8 coups de feu étaient tirés par des individus cagoules circulant à bord d'une voiture ; qu'une kalachnikov avec un chargeur engagé à 20 cartouches était ultérieurement découverte lors de la fouille d'un autre véhicule, que le 29 juin, un mineur était interpellé pour port d'arme de catégorie B chargée ; que suite aux rencontres entre le Canada et le Maroc et entre la France et le Paraguay lors des huitièmes de finale le 4 juillet, sur la commune de Thonon-les-Bains, des agents de la police municipale ont été visés par des tirs de mortier et de nombreux rodéos de véhicules ont été constatés, avec notamment 15 véhicules verbalisés pour comportements dangereux ; que sur la commune d'Annecy, environ 200 personnes se sont réunies sur le secteur de la gare dont certaines ont tiré au mortier d'artifice, que des rodéos ont été effectués par des véhicules, que 14 véhicules ont été incendiés sur la commune ; que sur la commune d'Annemasse à l'issue de la victoire du Maroc, environ 500 supporters se sont réunis à pied et en véhicules sur la place de l'Étoile, saturant la circulation, qu'une quinzaine de motos a effectué des rodéos, que des mortiers d'artifices ont été tirés, dont certains ont visé directement les forces de l'ordre à proximité, qu'un supporter s'est vu arracher plusieurs de ses doigts suite à l'utilisation d'un mortier d'artifice ; qu'un supporter marocain portant un drapeau de son équipe

s'est fait agresser par un groupe de personnes portant des maillots algériens, et lui a cassé une bouteille sur la tête ; qu'il y a dès lors lieu de prévenir la réitération de tels troubles à l'occasion des rencontres sportives à venir ;

Considérant par ailleurs, que les forces de l'ordre sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan VIGIPirate ; qu'elles seront notamment mobilisées pour assurer la sécurité des divers événements sportifs festifs et culturels du département tels les festivités de la Fête Nationale, les Musical' été à Annemasse, le 17ème trail du Tour des Fiz à Passy, les Harley Days à Morzine, le trail des Gets, la Swiss Orienteering Week à Châtel, les Nocturnes de Thonon-les-Bains et la Coupe du Monde d'escalade à Chamonix-Mont-Blanc, ce qui implique des délais de route significatifs en cas de nécessité d'intervention urgente ou en renfort dans un autre point du département ; que les secours et services hospitaliers sont déjà très mobilisés pour assurer la sécurité des biens et des personnes en cette période de canicule ; qu'au regard de l'ensemble de ces circonstances locales, les mesures préventives à des actes de violence, à des troubles à la sécurité et à l'ordre et publics sont donc nécessaires ;

Considérant la pratique dans le département de la Haute-Savoie, de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement à l'occasion des festivités ;

Considérant en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant qu'il existe un risque élevé que des individus mal intentionnés ou dans un objectif festif non cadré utilisent des artifices de divertissement, articles pyrotechniques, produits explosifs, précurseurs d'explosifs, carburants, produits inflammables ou corrosifs aux abords des rassemblements ; que la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de carburants ou combustibles, de certains artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs, de précurseurs d'explosifs, particulièrement sur la voie et les biens publics et sur les lieux de rassemblements, sont de nature à entraîner des dangers, des accidents, des nuisances et des atteintes et blessures graves aux personnes et aux biens ; qu'il est nécessaire de prévenir les dégradations de biens publics ou privés ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure ; que dans ces circonstances, une mesure interdisant temporairement l'achat, la vente, le port, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs les plus dangereux par des particuliers, est seule de nature à préserver l'ordre public ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

SUR proposition de Madame la directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1^{er} – En dehors des spectacles pyrotechniques tels que définis à l'article 2 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 et des feux d'artifices non classés spectacles pyrotechniques mais commandés par des communes ou des personnes de droit public ou des organisateurs d'événements dûment déclarés en mairie sur des espaces privés, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite sur l'espace public ou en direction de l'espace public, dans les lieux de grands rassemblements de personnes, ainsi qu'à

leurs abords immédiats et sur la voie publique sur le territoire des communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand :

- du jeudi 9 juillet à 16h00 au vendredi 10 juillet à 06h00 ;
- du lundi 13 juillet à 12h00 au jeudi 16 juillet à 06h00 ;
- du samedi 18 juillet à 12h00 au lundi 20 juillet à 06h00 ;

Article 2 – La vente et le transport des artifices de divertissement des catégories 2 et 3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé est interdite sur le territoire des communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand :

- du jeudi 9 juillet à 16h00 au vendredi 10 juillet à 06h00 ;
- du lundi 13 juillet à 12h00 au jeudi 16 juillet à 06h00 ;
- du samedi 18 juillet à 12h00 au lundi 20 juillet à 06h00 ;

Article 3 – Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques à des fins professionnelles, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 28 et 29 de l'arrêté du 31 mai 2010 suscités peuvent, à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions prévues aux articles 1 et 2.

Article 4 – L'achat et le transport dans tout récipient transportable, par des particuliers, de carburants sont interdits sur le territoire des communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand :

- du jeudi 9 juillet à 16h00 au vendredi 10 juillet à 06h00 ;
- du lundi 13 juillet à 12h00 au jeudi 16 juillet à 06h00 ;
- du samedi 18 juillet à 12h00 au lundi 20 juillet à 06h00 ;

Ces interdictions s'appliquent sauf nécessité dûment justifiée par le client ou vérifiée, en tant que de besoin, avec le concours des services locaux de la police ou de la gendarmerie nationales.

Les détaillants, gérants ou exploitants des stations-services situées dans les communes concernées, notamment celles disposant d'appareils ou de pompes automatisées de distribution d'essence, devront s'assurer du respect de cette prescription.

Article 5 – La vente, le transport, et l'usage d'acide sont interdits sur la voie et les espaces publics, ou en direction de la voie et des espaces publics ainsi que dans les lieux de grands rassemblement sur le territoire des communes d'Ambilly, Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Cranves-Sales, Doussard, Etrembières, Evian-les-Bains, Faverges, Gaillard, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Maxilly, Neuvecelle, Passy, Publier, Reignier-Esery, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thyez, Thonon-les-Bains, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand :

- du jeudi 9 juillet à 16h00 au vendredi 10 juillet à 06h00 ;
- du lundi 13 juillet à 12h00 au jeudi 16 juillet à 06h00 ;
- du samedi 18 juillet à 12h00 au lundi 20 juillet à 06h00 ;

Article 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les infractions spécifiques au présent arrêté seront passibles de contravention de 2^{ème} classe ainsi que de l'application de l'article 322-11-1 du code pénal.

Article 7 – Madame la directrice de cabinet, Monsieur le directeur interdépartemental de la police nationale de Haute-Savoie, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai aux Procureurs de la République près les Tribunaux Judiciaires d'Annecy, Bonneville et Thonon-les-Bains et aux maires des communes concernées pour affichage en mairie.

Pour la préfète,
La sous-préfète chargée de mission
signé
Hayat SLIMANI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Haute-Savoie, ou hiérarchique auprès de monsieur le ministre de l'Intérieur);
- d'un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Grenoble. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du second mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du second mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) Le recours devant la juridiction administrative peut être formé par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante :
www.telerecours.fr .